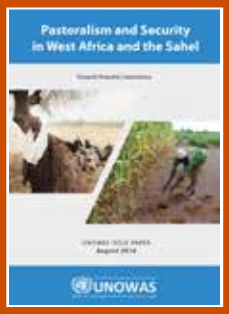
UNOWAS Magazine
Ensemble pour la Paix
Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

L'impunité, l'accès à la Justice et les Droits de l'Homme au cœur d'une Conférence régionale à Niamey

The Security Council President's gavel

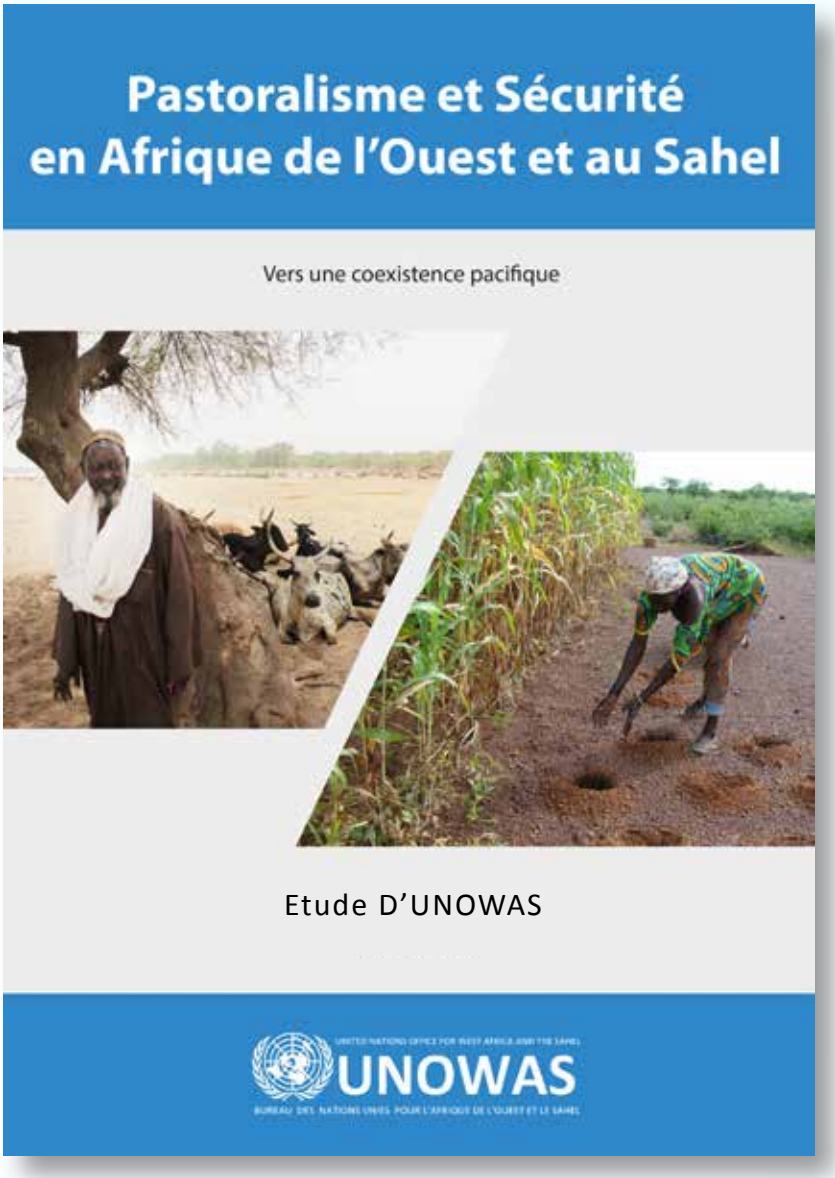


Une étude de l'UNOWAS pour mieux prévenir les conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel

p.14

Alioune Tine, Expert Indépendant des Nations Unies sur les Droits Humains: *«Il ne saurait y avoir d'Etat de droit sans respect des droits fondamentaux de l'Homme »*

p.10



ETUDE D'UNOWAS SUR LE PASTORALISME ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Lien de téléchargement: unowas.unmissions.org/pastoralism-and-security-west-africa-and-sahel

Dans ce numéro

EDITO

04 Soyons vigilants!

FOCUS

06 L'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme au cœur d'une conférence régionale à Niamey

INTERVIEW

10 Alioune Tine: "Il ne saurait y avoir d'Etat de droit sans respect des droits fondamentaux de l'Homme"

UNOWAS IN ACTION

13 Le Nigeria, une priorité pour UNOWAS

14 Une étude de l'UNOWAS pour mieux prévenir les conflits entre éleveurs et agriculteurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel

21 Une commission Vérité, Réconciliation et Réparations pour remplacer la culture de l'impunité par une culture de la justice et de la paix

United Nations Integrated Strategy For the Sahel

18 Un Plan de soutien des Nations Unies pour impulser le développement au Sahel

20 L'ONU et les organisations régionales coordonnent leurs efforts pour la paix et la sécurité au Sahel

24 Elections présidentielles 2019 au Sénégal: Les jeunes, acteurs de la paix

PORTRAIT

22 Madjiguène Samba, femme chauffeur à UNOWAS et alors !

UNOWAS EN BREF

26 Mohamed Ibn Chambas se félicite de la signature de l'accord de paix national de 2019 par les parties politiques au Nigéria

UNOWAS soutient le dialogue sur la participation politique des femmes aux élections présidentielles au Sénégal

UNOWAS et la CEDEAO organisent le premier forum des Jeunes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

06 L'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme au cœur d'une conférence régionale à Niamey

13 Le Nigeria, une priorité pour UNOWAS

14 Une étude de l'UNOWAS pour mieux prévenir les conflits entre éleveurs et agriculteurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel

22 Madjiguène Samba, femme chauffeur à UNOWAS et alors !

SOYONS VIGILANTS

Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Il n'y a pas de paix sans justice et il n'y a pas de justice sans paix. Les deux sont intrinsèquement liées. Elles exigent une conviction et une conscience de longue haleine.

« La paix est impossible sans la justice », avait écrit l'archevêque anglican sud-africain, prix Nobel de la paix en 1984, Desmond Tutu. En effet, la quête de l'homme pour la paix et la justice n'a jamais cessé de grandir dans un monde en perpétuel changement. Un monde qui célèbre la paix mais qui n'hésite pas à recourir à la violence et aux conflits.

Travailler pour la justice pour avoir la paix doit être notre leitmotiv, notre objectif, notre conscience quotidienne.

UNOWAS, dont le rôle est d'aider à prévenir les conflits et à consolider la paix, travaille en synergie avec les pays et les partenaires en Afrique de l'Ouest et le Sahel pour que cet objectif de paix et de justice soit une réalité et non une chimère.

> Travailler pour la justice pour avoir la paix doit être notre leitmotiv, notre objectif, notre conscience quotidienne

La région de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel n'est pas exempte des turbulences de ce monde. Mais elle ne saurait être indéfiniment un espace de fatalisme ou de régression.

En effet, les défis que connait cette région sont multiples. Mais ils ne sont pas insurmontables.

L'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme, ainsi que le pastoralisme dans un contexte sécuritaire marqué par de nouvelles menaces, constituent des thèmes importants, dont le traitement peut avoir des conséquences directes sur la paix et la justice dans la sous-région.

Fort de son expertise dans le domaine de la prévention, et de la qualité de la coopération qu'il a bâti depuis plus de quinze années avec les partenaires régionaux et internationaux, UNOWAS a coordonné récemment deux activités majeures : Une conférence régionale sur l'Impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme, et une étude sur le Pastoralisme et la sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Deux constats s'imposent.

Le premier : Après la Déclaration de Bamako en 2011, il était nécessaire, voire urgent, de faire un état des lieux sur la situation des droits de l'homme en général, et l'impunité et l'accès à la justice, en particulier.

La détérioration de la situation sécuritaire dans certaines parties de la sous-région et son cortège de violence sans précèdent nécessitent que nous soyons vigilants pour mieux protéger les principes fondamentaux des droits de l'homme et de prévenir les abus de toutes sortes.

C'est dans cet état esprit que la conférence régionale de Niamey a pu offrir un diagnostic et une vision claire pour lutter contre l'impunité et améliorer l'accès à la justice. En témoigne la Déclaration de Niamey qui reflète la détermination des participants, notamment les acteurs nationaux et régionaux à prendre ces questions à bras-le-corps afin que l'accès à la justice et les droits de l'homme soient le bien commun de

- tous les citoyens en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Des progrès ont certes été réalisés depuis la Déclaration de Bamako 2011, mais force est de constater que beaucoup reste à faire. Les pays de la sous-région ont entrepris des réformes importantes qui ont permis une certaine amélioration des systèmes juridiques et celui du fonctionnement de la justice. Cependant, une action plus volontariste est nécessaire pour répondre aux revendications légitimes des différentes catégories sociales.

Le deuxième constat : Ces dernières années, les conflits impliquant des éleveurs et agriculteurs ont augmenté dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, causant des milliers de morts. Ces conflits découlent surtout de la compétition pour l'accès aux terres, à l'eau et à la nourriture. Mais des facteurs politiques et socio-économiques qui ont trait à la manière dont sont gérées les ressources naturelles, y sont aussi associés.

Dans le cadre de son travail de prévention des conflits, UNOWAS s'est penché sur cette question à travers une étude approfondie sur le Pastoralisme et la sécurité dans six pays de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel : le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria.

L'étude, riche en enseignement, nous incite à redoubler d'effort et à partager nos expériences et expertises pour aider les pays de la région à éradiquer ce phénomène.

Nous devons, face à ce phénomène, œuvrer en synergie pour que les relations entre les éleveurs et les agriculteurs ne soient plus une autre source de conflits meurtriers, mais un socle pour la paix et la prospérité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Le travail de prévention que nous menons avec nos différents partenaires nationaux et régionaux, soit à travers cette conférence régionale de Niamey ou à travers l'étude sur le Pastoralisme et la sécurité, vise à faire de la paix et de la justice une réalité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Cette septième édition d'UNOWAS Magazine consacre un espace important à ces deux questions majeures.

Le Pacte mondial pour les migrations, pour la sécurité et la dignité des migrants

Le Pacte mondial pour les migrations a été adopté le 10 décembre 2018 par les principaux représentants de 164 gouvernements lors d'une conférence internationale à Marrakech, au Maroc. Le pacte mondial pour les migrations est le premier accord, négocié entre gouvernements, élaboré sous les auspices des Nations Unies, et qui couvre toutes les dimensions de la migration internationale dans sa globalité et de manière inclusive.

L'adoption du pacte, désormais appelé pacte de Marrakech, coïncide avec le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un document qui est au centre de cet accord. Le pacte mondial est juridiquement non contraignant. Il repose sur des valeurs telles que la souveraineté des États, le partage des responsabilités, la non-discrimination et les droits de l'homme, et reconnaît la nécessité d'une approche coopérative pour optimiser tous les avantages de la migration, tout en tenant compte de ses risques et défis pour les individus et les communautés dans les pays d'origine, de transit et de destination.

Pour le Secrétaire-général des Nations Unies, Antonio Guterres, le Pacte offre une plate-forme pour une "action humaine, sensée et mutuellement bénéfique" reposant sur deux "idées simples". « Premièrement, cette migration a toujours été là, mais elle devrait être gérée et sécurisée ; deuxièmement, les politiques nationales ont bien plus de chances de réussir avec une coopération internationale ».

Ces dernières années, avec le changement climatique, les migrations non réglementées sont devenues un problème pressant. Chaque année, des milliers de migrants, souvent victimes des passeurs et des trafiquants, perdent la vie ou disparaissent sur des itinéraires périlleux. Le pacte mondial est une occasion importante d'améliorer la gouvernance en matière de migration, de relever les défis liés à la migration actuelle et de renforcer la contribution des migrants et de la migration au développement durable.

Le pacte contient 23 objectifs et engagements. Celles-ci incluent la collecte et l'utilisation de données précises et anonymes pour élaborer une politique de migration fondée sur des preuves, qui garantit que tous les migrants possèdent une preuve d'identité, améliore la disponibilité et la flexibilité d'une migration régulière, encourage la coopération pour le suivi des migrants disparus et la sauvegarde de vies, assure que les migrants peuvent accéder aux services de base et qui prévoit, à la fois, la pleine inclusion des migrants et une cohésion sociale.

FOCUS

L'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme au cœur d'une conférence régionale à Niamey

Améliorer la gouvernance et renforcer la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et du Sahel exige, entre autres, des mesures à la hauteur des aspirations des citoyens pour lutter contre l'impunité et renforcer le respect des droits de l'Homme. A cet effet, une conférence régionale coordonnée par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) s'est tenue à Niamey du 10 au 12 Septembre 2018, en présence du Président du Niger, Mohamadou Issoufou.

Les pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont enregistré quelques avancées notables, dans le développement socio-économique et dans la consolidation de la démocratie. Cependant, des défis persistent, dans les domaines celui de la lutte contre l'impunité, l'accès à la justice et le respect des droits de l'homme notamment dans un contexte caractérisé par de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité.

C'est dans ce contexte que sous l'égide d'UNOWAS, les agences des Nations Unies représentées par la plateforme pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH-WARO), le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNICEF, ONU FEMMES et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les violences sexuelles liées aux situations de conflits ont organisé, du 10 au 12 septembre 2018 à Niamey, en partenariat avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et le G5 Sahel, et en étroite collaboration avec le gouvernement du Niger, une conférence régionale sur le thème : *l'impunité, l'accès à la Justice et les Droits de l'Homme dans le contexte de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.*

Trouver des réponses effectives

Cette conférence de Niamey qui vient sept ans après celle tenue en décembre 2011 à Bamako, au Mali, et à l'issue de laquelle la Déclaration de Bamako sur l'Impunité, la Justice et les Droits de l'Homme fut adoptée, témoigne de l'intérêt continu et de la détermination des acteurs, nationaux, régionaux et internationaux de trouver des solutions durables et effectives au défis qui freinent la pleine réalisation des droits de l'homme et rend difficile l'accès à la justice dans la région.

> *"Les nouvelles menaces comme l'extrémisme violent, le terrorisme et les conflits, liées au pastoralisme exigent que nous redoublions d'effort pour renforcer le respect de la loi et les principes fondamentaux des droits de l'homme. »*

En effet, la conférence de Niamey était une opportunité pour évaluer la situation au regard du respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit depuis la conférence de Bamako et d'apporter des réponses efficaces pour lutter contre l'impunité et améliorer l'accès à la justice et les droits de l'homme.

Accueillant la conférence régionale, le Président du Niger, Issoufou Mahamadou a tenu à souligner l'importance de cette rencontre et la nécessité pour les partenaires de rester engagés : « La lutte contre l'impunité contribue à rétablir les valeurs communes d'une société, à affirmer la supériorité du bien sur le mal, de l'ordre sur le chaos(..) nous nous devons de continuer sans relâche les nombreuses réformes juridiques et institutionnelles qui ont été initiées ici et là et multiplier toutes les occasions de mutualiser nos efforts », a-t-il déclaré à la cérémonie d'ouverture de la conférence.

De son côté, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, a rappelé dans son allocution que « les nouvelles menaces comme l'extrémisme violent, le terrorisme et les conflits, liées au pastoralisme exigent que nous redoublions d'effort pour renforcer le respect de la loi et les principes fondamentaux des droits de l'homme. »

Une centaine d'experts, parmi lesquels des ministres de la justice et des présidents des cours suprêmes, des universitaires, des acteurs politiques, des représentants de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, des avocats, des responsables de commissions Vérité et Réconciliation ainsi que des représentants de groupes de victimes en Afrique de l'Ouest et au Sahel, s'est réunie pendant trois jours pour évaluer la situation et formuler des réponses pratiques aux défis actuels en complément de ceux énoncés dans la Déclaration de Bamako de 2011.

Les participants ont discuté des points qui portaient essentiellement sur les voies et moyens de renforcer les stratégies de prévention et de lutte contre l'impunité, de promouvoir l'accès équitable à la justice et de protéger les droits de l'homme contre toutes formes de violations.

Renforcer l'administration d'une justice indépendante

Ils ont également discuté des moyens d'explorer des approches novatrices pour renforcer l'administration d'un système de justice indépendant, impartial et efficace. L'accent a également été mis sur l'amélioration des cadres législatif et opérationnel afin de s'attaquer aux obstacles structurels et institutionnels à l'accès à la justice et au respect des droits de l'homme. En outre, les participants ont partagé les expériences et les enseignements tirés des pratiques de leurs pays respectifs sur les mesures concrètes prises pour lutter contre l'impunité et sur des approches permettant aux systèmes judiciaires des pays de la sous-région à mieux s'adapter aux défis causés par les menaces émergentes à la paix et à la sécurité telles que l'extrémisme violent et le crime transnational organisé.

Parmi les autres sujets abordés figuraient : le rôle de la justice transitionnelle dans les processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale et les enseignements tirés des mécanismes de justice transitionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel ; La portée et les défis de la justice militaire dans les pays de la sous-région ; l'interface entre la justice nationale, régionale et internationale et l'expérience acquise dans l'application des principes de complémentarité et de subsidiarité; le renforcement de la justice et les droits de l'homme dans le contexte des processus politiques (élections, réformes constitutionnelles et politiques) et le développement des partenariats stratégiques pour le renforcement des capacités des institutions du secteur de la justice.

La déclaration de Niamey

En s'appuyant sur le diagnostic et les conclusions des travaux de la conférence de Niamey, les participants ont pu articuler une série de dispositions innovantes et de recommandations pratiques qui ont été contenues dans la Déclaration de Niamey pour la lutte contre l'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme.

Un élément notable de la Déclaration de Niamey est la recommandation de créer une plateforme ministérielle qui facilitera les consultations et le suivi de la mise en œuvre des recommandations. La plateforme, qui devrait se réunir régulièrement, offrira aux décideurs et aux experts techniques des pays de la région l'occasion de dialoguer et de se consulter sur les mesures prises pour relever les défis liés à l'accès à la justice et au respect des droits de l'homme.

Faisant écho à l'état d'esprit qui a prévalu durant les trois jours de travaux, beaucoup de participants venus d'horizons divers ont salué l'adoption de la Déclaration de Niamey et ont exprimé leur satisfaction pour l'engagement des acteurs nationaux, régionaux et internationaux présents à la conférence.

Dans son discours prononcé à la clôture de la conférence, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles en période de conflit, Mme Pramila Patten a déclaré

People converge on market day in Djibo, in the Soum Province of Burkina Faso's Sahel administrative region. The majority of attacks by armed Islamist groups active in Burkina Faso have been on villages in the Soum Province. © Irene Abdou

Cérémonie d'ouverture de la conférence régionale sur l'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme. Niamey 10 Septembre 2018

que « l'adoption de la Déclaration de Niamey à l'issue de cette Conférence constitue une base solide pour la poursuite du plaidoyer et de l'action.

Je suis particulièrement heureuse que les travaux de la conférence et la Déclaration ont souligné l'importance de la responsabilisation concernant les violences sexuelles liées aux conflits, notamment en s'attaquant aux causes profondes ».

Insistant sur l'importance de la responsabilisation concernant les violences sexuelles liées aux conflits, Mme Patten a tenu à rappeler que les violences sexuelles continuent d'être utilisées comme tactique de guerre, de terrorisme, de torture et de répression, y compris le fait de prendre comme cible les victimes sur la base de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique, réelle ou présumée. Les parties à un conflit utilisent ce crime horrible comme un moyen d'obtenir un avantage militaire stratégique et de faire progresser leurs programmes idéologiques et politiques.

Selon la Représentante spéciale, la Déclaration de Niamey met l'accent sur l'accès à la justice et à la réparation pour les victimes de violences sexuelles et sexistes, ainsi que sur la nécessité de mettre en place des mécanismes concrets pour remédier à ces violations, en particulier dans le contexte de l'extrémisme violent et du terrorisme.

> *"Selon la Représentante spéciale, la Déclaration de Niamey met l'accent sur l'accès à la justice et la réparation des victimes de violences sexuelles et sexistes, ainsi que sur la nécessité de mettre en place des mécanismes concrets pour remédier à ces violations, en particulier dans le contexte de l'extrémisme violent et du terrorisme.*

« Dans nos réponses, il est important d'avoir une approche holistique centrée sur les victimes afin de s'attaquer aux causes profondes de la violence sexuelle, de l'inégalité entre les sexes, la discrimination, la pauvreté et la marginalisation en tant que facteurs invisibles. Une réponse efficace exige également la création de liens et de partenariats stratégiques avec un large éventail de parties prenantes, notamment des organisations de la société civile », a insisté Mme Patten, tout en réitérant l'engagement de son bureau pour la promotion des principes, priorités et actions énoncés dans la Déclaration de Niamey, en partenariat avec les divers acteurs, notamment, la société civile.

Les représentants des organisations de la société civile ont de leur côté souligné la nécessité pour les États membres de mettre en œuvre les recommandations adoptées dans la Déclaration de Niamey. Ils ont appelé tous les acteurs à mettre en place des mesures pour faciliter la mise en œuvre de la Déclaration de Niamey, ce qui contribuera à lutter contre l'impunité et à promouvoir l'accès à la justice et aux droits de l'homme en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

INTERVIEW

Alioune Tine: *"Il ne saurait y avoir d'Etat de droit sans respect des droits fondamentaux de l'Homme"*

Alioune Tine

Après avoir occupé durant trois ans la responsabilité de Directeur Régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de 2015 à 2018, Alioune TINE, est aujourd'hui Expert Indépendant des Nations Unies sur les Droits Humains au Mali. Nous avons profité de sa participation à la Conférence régionale de Niamey sur l'impunité et l'accès à la justice pour lui poser quelques questions. Interview.

La justice est au centre de l'actualité politique et sociale dans bien de pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel - Qu'est-ce que cela vous inspire ?

C'est une excellente initiative des Nations Unies d'avoir organisé à Niamey une conférence sur l'impunité réunissant tous les acteurs clés dont les ministres de la justice, les juges des hautes juridictions nationales et régionales, les avocats et les organisations des droits de l'Homme de l'Afrique de l'Ouest et

> *"L'impunité est un véritable cancer pour nos institutions démocratiques et pour nos sociétés. Surtout avec les conflits et les tensions qui gangrènent la sous-région, auxquels ni les Etats ni les institutions n'avaient les réponses adéquates et appropriées.*

du Sahel sur les questions de l'impunité, parce que l'impunité est un véritable cancer pour nos institutions démocratiques et pour nos sociétés. Surtout avec les conflits et les tensions qui gangrènent la sous-région, auxquels ni les Etats ni les institutions n'avaient les réponses adéquates et appropriées. D'autant plus que le ventre mou des institutions démocratiques africaines, c'est la Justice qui est souvent l'objet de dénonciation de la part des organisations des droits humains ou tout simplement de l'opinion publique du fait des perceptions négatives qu'elles en ont.

Il est bon de changer la perception d'une justice africaine dont l'impartialité et l'indépendance seraient douteuses, ou subordonnées au pouvoir exécutif et souvent corrompues.

Quels sont selon vous les enjeux et les défis d'une justice indépendante au service d'une démocratie apaisée et de la stabilité politique et sociale ?

L'enjeu fondamental, c'est de construire de façon concomitante un Etat de droit, une démocratie non travestie, une justice indépendante et surtout fondamentalement, l'existence du respect des droits fondamentaux de l'Homme. Ici, nous précisons les droits civils et politiques mais aussi les droits économiques, sociaux et culturels.

Tous ces principes et valeurs sont connectés car de mon point de vue, il ne saurait y avoir d'Etat sans un Etat qui fonctionne correctement, autrement dit, un Etat qui ne soit pas défaillant, il ne saurait y avoir d'Etat de droit sans justice et il ne saurait y avoir d'Etat de droit sans respect des droits fondamentaux de l'Homme.

Aujourd'hui, force est de constater que dans la plupart des Etats de la CEDEAO et du Sahel, l'indépendance de la Justice est de plus en plus contestée. Les droits humains et leurs défenseurs dans la majorité des pays se trouvent dans une situation de plus en plus vulnérable, ce qui affecte la qualité de la démocratie et de l'Etat de droit qui de plus en plus dysfonctionnent.

"Dans le contexte des menaces à la paix et à la sécurité, ce qui ressort très souvent, c'est que la sécurité est prise comme un prétexte pour prendre en otage ou mettre en veilleuse les droits humains et les libertés fondamentales.

Quelle appréciation faites-vous de l'état des relations entre justice et droits de l'homme dans le contexte des menaces persistantes à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?

Dans le contexte des menaces à la paix et à la sécurité, ce qui ressort très souvent, c'est que la sécurité est prise comme un prétexte pour prendre en otage ou mettre en veilleuse les droits humains et les libertés fondamentales.

Pour cela, on a remarqué que beaucoup de pays ont adopté des lois anti-terroristes dont les mailles du filet sont si étroites qu'il est facile d'assimiler dissident et terroriste. Pour nous, quelle que soit la situation qui prévaut, en prenant l'exemple de la lutte contre le terrorisme, cette lutte doit se faire en respectant les obligations internationales des Etats en matière de droit de l'Homme. En aucun cas, les Etats qui ont des engagements internationaux, qui ont signé et ratifié des traités et conventions internationaux relatifs aux droits humains ne sauraient se comporter comme des groupes armés terroristes.

Quelle appréciation faites-vous des mécanismes de justice transitionnelle et de la réconciliation nationale?

La justice transitionnelle est absolument nécessaire dans les pays qui sortent de période de conflits ou de dictatures très dures où les victimes se comptent par millier et où les conflits ont opposé des milliers de personne.

La justice transitionnelle est le mécanisme qui permet de reconnaitre le mal fait aux victimes et de permettre aux auteurs de dire la vérité sur ce qui s'est passé en avouant leurs forfaits et en demandant le pardon.

C'est un exercice cathartique qui ouvre la porte à la réconciliation et à la paix. Seulement, il faut faire une précision, la justice transitionnelle ne peut traiter des crimes internationaux imprescriptibles qui relèvent de la compétence des tribunaux pénaux compétents pour juger les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide que ne peuvent effacer les lois nationales d'amnistie.

Qu'attendez-vous des Gouvernements, des Organisations régionales, des Organisations de la Société Civile et des Nations unies dans la mise en œuvre de la Déclaration de Niamey qui en est issue ?

Ce qu'on attend d'abord c'est que tous ces acteurs mettent en place une stratégie de plaidoyer dans chaque pays pour la mise en œuvre de la Déclaration de Niamey qui est une importante déclaration, qui est consécutive à un état des lieux exhaustif de la part de tous les acteurs.

De mon point de vue, dans chaque pays où nous avons à la fois les juges, les avocats, les organisations de la société civile et les ministres, ils doivent constituer une espèce de cellule pour la mise en œuvre de la Déclaration.

ILS ONT DIT

Amina J. Mohammed
Secrétaire général adjoint des Nations Unies

Remarques à la réunion consultative stratégique sur le Sahel.
Nouakchott, 28 March 2018

"L'action des Nations Unies au Sahel sera mise en œuvre à travers six programmes prioritaires, multi-agences et multi-pays, allant de l'aide à la coopération transfrontalière pour prévenir l'extrémisme violent et la traite des personnes, au renforcement de l'accès à la justice, à la sécurité alimentaire et à la sécurité par le biais d'une agriculture climato-intelligente, la promotion de l'esprit d'entreprise, l'autonomisation des femmes et des jeunes et l'appui aux réformes du secteur de la sécurité. "

Mahamadou Issoufou
Président de la République du Niger

Conférence Régionale Sur L'impunité, L'accès A La Justice Et Les Droits Humains, au Niger.
10 Septembre 2018

"L'impunité c'est « l'absence en droit ou en fait de la mise en cause de la responsabilité pénale des auteurs des violations des droits humains, ainsi que de leurs responsabilités civiles, administratives ou disciplinaires, en ce qu'ils échappent à toute enquête tendant à permettre leur mise en accusation, leur arrestation, leur jugement, et, s'ils sont reconnus coupables, leur condamnation à des peines appropriées y compris à réparer le préjudice subi par leurs victimes ».

Jonathan Allen
Représentant permanent adjoint du Royaume-Uni auprès des Nations Unies

Briefing du Conseil de Sécurité sur le groupe des cinq pour le Sahel. 15 Novembre 2018

"Le Royaume-Uni souligne l'importance des opérations menées par la Force commune du G5 Sahel dans le respect du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Et nous nous félicitons des mesures déjà prises pour faire progresser le cadre de conformité et encourageons les efforts continus visant à intégrer et à rendre opérationnel ce cadre au sein de la Force du G5 Sahel. La protection des civils et la mise en œuvre de ce cadre sont essentielles au maintien du soutien et de l'adhésion des populations dont la protection a motivé la création de la Force commune."

Le Nigeria, une priorité pour UNOWAS

Quatre ans après les élections de 2015 qui ont permis une alternance politique pacifique, le Nigeria s'apprête à nouveau à organiser des élections présidentielles et législatives en février 2019. La préservation de la paix dans ce grand pays d'Afrique passe aussi par un soutien des acteurs régionaux pour assurer un processus électoral pacifique et crédible.

A l'approche des élections au Nigeria, tous les regards se tournent vers ce pays le plus peuplé du continent. C'est dire l'importance de cette étape pour les Nigérians eux même, mais aussi pour la région qui continue de faire face à de multiples défis, notamment sécuritaires.

En tant qu'acteur régional, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) place les prochaines élections au Nigeria en haut de la liste de ses priorités pour l'année 2019. Car, au-delà de la tenue des élections, les périodes précédents les élections et celles d'après sont déterminantes pour le maintien d'un environnement pacifique qui garantisse une alternance sans violence.

C'est dans ce sens qu'UNOWAS a initié un travail de prévention dans le but de soutenir et sensibiliser les acteurs majeurs au Nigeria à travailler ensemble pour organiser des élections sans violence.

Durant deux semaines, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas a sillonné le Nigeria du 11 au 23 novembre pour apporter le soutien des Nations Unies aux acteurs majeurs nationaux, y compris les organisations de la société civile Nigérianes pour l'organisation d'élections libres et pacifiques.

Dans les nombreuses rencontres qu'il a eues dans les états d'Anambra, Benue, Kaduna et Rivers, M. Ibn Chambas a insisté sur la nécessité de préparer les échéances électorales de 2019 dans un climat apaisé et dans le respect des droits de l'Homme afin que le Nigeria puisse aller de l'avant dans la consolidation de la paix.

En effet, dans un pays qui continue de subir la menace du groupe terroriste Boko Haram, les forces de sécurité ont un rôle important à jouer pour protéger les citoyens et pour leur permettre de voter.

> *"Cette mission qui s'inscrivait dans une démarche conjointe, visait à soutenir les parties prenantes nigérianes afin qu'elles travaillent ensemble en vue d'une préparation sereine des prochaines élections.*

A cet égard, Ibn Chambas a appelé tous ses interlocuteurs à redoubler d'effort pour sensibiliser les électeurs à aller voter dans un état d'esprit pacifique et responsable.

Avant cette tournée de deux semaines, le Chef d'UNOWAS avait déjà entrepris du 29 au 30 octobre dernier une visite conjointe à Abuja avec son homologue, Jean-Claude Kassi Brou, Président de la Commission de la CEDEAO.

Cette mission qui s'inscrivait dans une démarche conjointe, visait à soutenir les parties prenantes nigérianes afin qu'elles travaillent ensemble en vue d'une préparation sereine des prochaines élections.

La série d'élections pacifiques que les pays de la sous-région ont connu il y a quelques années, a démontré combien il était important d'entreprendre des initiatives régionales et conjointes pour prévenir d'éventuelles crispations ou tensions politiques qui peuvent dégénérer en violences.

Les diverses discussions qu'ils ont eues ont permis d'apprécier la qualité du travail et de l'engagement des acteurs impliqués, notamment la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), pour organiser des élections crédibles, sans violence et dans le respect du droit.

Lors de cette visite, les deux partenaires régionaux ont salué les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour fournir les ressources nécessaires au processus électoral et se sont félicités des efforts fournis par les agences de sécurité pour que les élections se déroulent dans un environnement sécurisé et pacifique.

Une étude de l'UNOWAS pour mieux prévenir les conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le 16 octobre dernier, UNOWAS a présenté son étude sur le Pastoralisme et la sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel. Cette étude, basée sur une recherche de terrain dans six pays de l'Afrique de l'Ouest, souligne l'importance d'une approche à double sens pour faire face à la flambée des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la région : faire des efforts immédiats pour mettre fin aux pertes humaines et lutter contre les violations des droits de l'homme et abus dans les zones les plus touchées par les conflits ; et stratégies à long terme pour empêcher l'enracinement de la violence dans des endroits relativement pacifiques. Pour les deux approches, une perspective régionale est essentielle étant donné la nature transfrontalière de la transhumance dans de nombreux pays.

« Nous avons toujours vécu selon nos principes traditionnels qui favorisent la paix. Mais aujourd'hui, les tensions entre éleveurs et agriculteurs nous empêchent de vivre sereinement », lance comme un cri d'alarme, Hadj Mohamadou, éleveur Nigérien de 68 ans. Issu d'une famille d'éleveurs et père de trois garçons, eux aussi éleveurs, Hadj Mohamadou porte un regard inquiet sur la recrudescence des tensions entre éleveurs et agriculteurs. Cette inquiétude est partagée par Babacar Selou, fils d'agriculteur Guinéen qui se plaint que « les heurts violents entre agriculteurs et éleveurs sont devenus fréquents »

Historiquement, les tensions ont toujours existé entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel mais ces tensions ont été souvent résolues par des mécanismes traditionnels. Aujourd'hui, ces tensions sont devenues de plus en plus fréquentes et violentes, jusqu'à menacer la paix et la sécurité dans la sous-région.

> *"L'étude souligne le nombre croissant de morts résultant des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans plusieurs zones de la région.*

Dans le cadre de son travail de prévention des conflits, UNOWAS s'est lancé dans cette étude pour évaluer ces défis, en se concentrant sur six pays de la région où la transhumance transfrontalière est une caractéristique commune : le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria.

L'étude souligne le nombre croissant de morts résultant des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans plusieurs zones de la région. La principale cause de ces conflits est la compétition pour l'accès aux pâturages et à l'eau qui se font rares. Cependant, les facteurs politiques et socio-économiques y contribuent également. Là où la gestion des ressources et la supervision gouvernementale sont limitées entre les deux groupes, des conflits ont tendance à éclater. En outre, le changement climatique, la faible présence des institutions de l'État, la présence de groupes armés et l'érosion des mécanismes traditionnels de résolution des conflits

aggravent la situation.

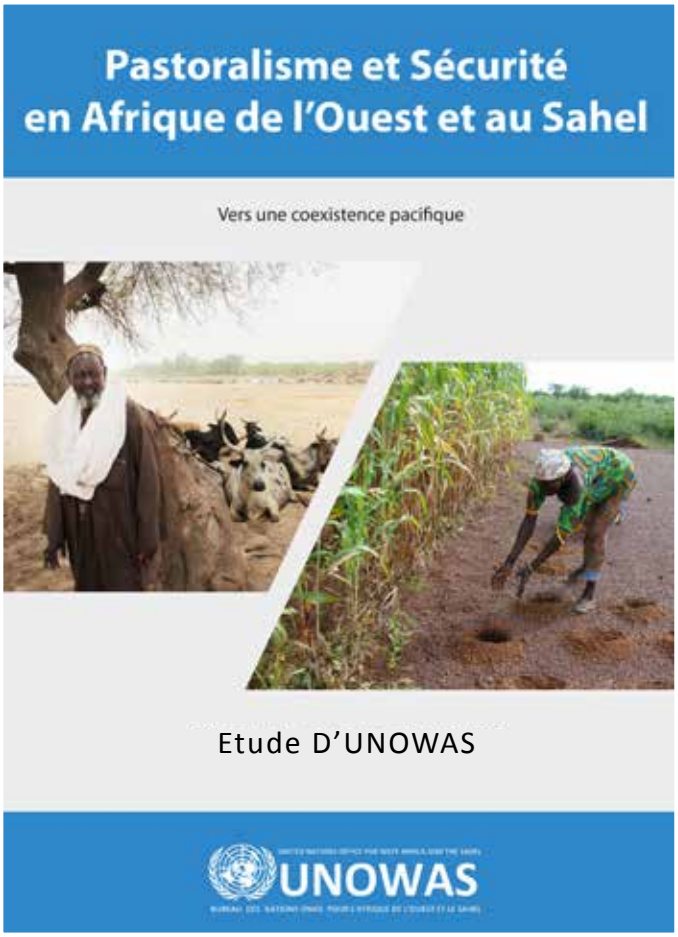
L'étude révèle que la plupart des conflits liés aux pastoralisme dans la région résultent des besoins urgents et croissants des éleveurs et des agriculteurs à l'accès à l'eau et aux pâturages, mais elle souligne aussi l'existence d'autres facteurs qui amplifient la tension entre les agriculteurs et les éleveurs comme le changement climatique, la faible présence des institutions de l'état, la présence de groupes armés, et l'affaiblissement des mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

« Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont entremêlés de multiples facteurs liés à la sécurité, à l'économie, à l'environnement, et à la politique qui menacent sérieusement la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Plus que jamais, nous devons redoubler d'efforts et partager nos expériences et expertises pour aider les pays de la région à éradiquer ce phénomène, » a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOWAS, M. Mohamed Ibn Chambas, lors de la présentation officielle de l'étude à Dakar, tout en lançant un appel à tous les acteurs et partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux à promouvoir une coexistence pacifique entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

L'étude d'UNOWAS note que bien que la tendance générale soit à l'augmentation des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la région, l'échelle et la fréquence des conflits entre agriculteurs et éleveurs varient considérablement entre les états, ainsi qu'à l'intérieur des états. Les zones du nord-est et centre du Nigeria, du centre du Mali et du Liptako Gourma

> *"La plupart des conflits liés aux pastoralisme dans la région résultent des besoins urgents et croissants des éleveurs et des agriculteurs à l'accès à l'eau et aux pâturages*

sont les plus affectées compte tenu de l'instabilité qui y existe déjà. Mais, il est important de reconnaitre qu'il



y a de nombreuses zones dans plusieurs pays de la région où les agriculteurs et les éleveurs arrivent à garder des relations pacifiques.

Selon Mme Ngozi Amu, Responsable de la section Recherches et Analyses de l'UNOWAS qui a diligenté cette étude, « Il est indispensable que les communautés locales elles-mêmes soient impliquées dans la recherche de solutions aux conflits et dans la préservation de leurs moyens de subsistance respectifs. Les Nations Unies et les partenaires ont un rôle important à jouer afin d'accompagner la CEDEAO et les gouvernements nationaux dans leurs efforts, » a-t-elle insisté.

Pour aider à trouver des solutions durables à ce phénomène, l'étude propose une série de recommandations à l'endroit des acteurs locaux, nationaux et régionaux. Parmi ces recommandations nous pouvons noter :

Une plus grande attention doit être portée aux droits fonciers autochtones et à la gestion des ressources naturelles ;

L'application au niveau national des protocoles de la CEDEAO relatifs à la transhumance ainsi qu'au libre mouvement des personnes, des biens et services ;

L'élaboration de stratégies de communication pour promouvoir la coexistence pacifique entre différents groupes et lutter contre la stigmatisation et les idées fausses.

Le soutien et la redynamisation des structures de gestion des conflits au niveau local dans tous les États membres de la CEDEAO.

Maintenant, les partenaires locaux, nationaux, et régionaux devront aller de l'avant pour renforcer leur approche commune afin de prévenir d'éventuels nouveaux conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la région.

L'étude d'UNOWAS sur le pastoralisme et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Téléchargez l'étude ici:

bit.ly/2QlTzGZ

9 Questions & Réponses sur l'étude

Pourquoi l'étude est-elle principalement axée sur les pasteurs plutôt que sur les pasteurs et les agriculteurs?

L'étude se concentre sur le pastoralisme en tant que principale unité d'analyse et tente de comprendre pourquoi les conflits impliquant des pasteurs semblent s'être aggravés au cours des dernières années en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Plus précisément, l'étude tente de déterminer les causes des conflits liés aux pasteurs et la manière dont ils peuvent être résolus.

Pourquoi l'étude est-elle principalement axée sur les pasteurs plutôt que sur les pasteurs et les agriculteurs?

Oui, ils constituent un défi à la fois national et régional, étant donné le caractère transfrontalier de la transhumance.

Comme les pasteurs étant mobiles, il est difficile de contenir les tensions qui dépassent les frontières.

Quels sont les pays couverts par l'étude et comment ont-ils été sélectionnés ?

L'étude s'appuie sur des travaux de terrain menés dans six pays : Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Nigéria.

Ces pays ont été sélectionnés car ils forment une ceinture de transhumance interconnectée dans la région. Ils ont également été choisis à des fins de comparaison.

Le pastoralisme est important dans chacun de ces pays, mais l'ampleur et la dynamique des conflits impliquant des pasteurs varient d'un Pays à l'autre.

L'un des objectifs de la comparaison est d'identifier des exemples de bonnes pratiques et, à l'inverse, de mettre en évidence les facteurs qui contribuent aux conflits violents.

Tous les pays de la région sont-ils également affectés par les conflits liés au pastoralisme ?

Non. Bien que la tendance générale soit à l'intensification des conflits entre pasteurs et agriculteurs, cela ne s'applique pas à tous les pays de la CEDEAO.

L'ampleur et la fréquence des conflits entre agriculteurs et éleveurs varient considérablement entre et dans les États de l'Afrique de l'Ouest.

Le Nigéria et le Mali sont actuellement les plus touchés, en raison de l'instabilité persistante dans les deux pays.

Toutefois, dans certains pays (par exemple la Mauritanie et la Guinée), la coopération entre agriculteurs et pasteurs a été renforcée par l'adoption de codes pastoraux locaux, de mécanismes de règlement des litiges et d'une bonne gestion des ressources naturelles.

Pourquoi les conflits liés au pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel ont-ils augmenté ?

Au cours des dernières années, différents groupes ont été confrontés à une concurrence croissante pour l'accès aux pâturages et à l'eau dans des endroits où ces ressources ne sont pas bien gérées.

Cette situation est aggravée par de multiples facteurs spécifiques :

Pressions démographiques et écologiques accrues ; changement climatique et forte variabilité des régimes pluviométriques ; questions économiques et politiques ; absence d'institutions étatiques dans certains domaines; la présence d'extrémistes et d'autres groupes armés; l'augmentation de la circulation des armes dans la région.

Ces conflits ne concernent-ils que des éleveurs et des agriculteurs ?

Les conflits liés au pastoralisme prennent souvent la forme d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs, mais de nombreuses nuances et dynamiques complexes sont impliquées.

Les conflits peuvent parfois concerner des groupes de pasteurs eux-mêmes ou impliquer d'autres acteurs tels que des pêcheurs, des gardes forestiers, des mineurs illégaux, des bandits locaux et des groupes armés.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont de plus en plus liés aux bandits locaux et aux extrémistes violents, en raison de la présence accrue de ces groupes dans la région et de la circulation des armes.

Quelles sont les principales recommandations de l'étude ?

L'étude contient 20 recommandations.

Deux domaines particuliers d'intervention sont envisagés :

A- Résolution immédiate des conflits- Il faudra redoubler d'efforts pour aider les gouvernements de la région à mettre un terme à la violence, à lutter contre les violations des droits de l'homme et à assurer la justice dans les pays où le nombre de victimes lié au pastoralisme sont élevés.

B-Prévention des conflits à long terme : Il faudra promouvoir des approches intégrées (économie, politique, sécurité, droits de l'homme, environnement) afin d'empêcher l'enracinement des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans des endroits relativement stables ET où les tensions sont légères afin de prévenir la propagation des conflits d'un pays ou d'une zone à une autre.

Quel est le bilan actuel des conflits liés au pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?

Il est difficile à déterminer en raison du nombre limité de données et de sources crédibles.

Cependant, selon les rapports des médias et les recherches sur le terrain, il apparaît que le nombre de victimes dépasse les 1000 par an dans les pays couverts par l'étude.

Le Nigeria est le plus sévèrement touché. Cette année, il est rapporté que plus de 1500 personnes sont mortes dans des conflits impliquant des éleveurs, des agriculteurs et d'autres groupes.

Au centre du Mali, le nombre de victime se compte en centaines cette année.

C'est alarmant. Nous devons agir rapidement pour mettre fin à cette situation et empêcher toute nouvelle escalade.

Que fait l'ONU pour résoudre ce problème ?

L'UNOWAS collabore étroitement avec la CEDEAO, le système des Nations Unies et d'autres partenaires.

L'UNOWAS aide la CEDEAO depuis 2017 à identifier des moyens de prévenir et de résoudre les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

La CEDEAO a tenu une réunion ministérielle sur ce sujet en avril dernier ; et a produit un rapport avec un certain nombre de recommandations.

Les recommandations de l'étude UNOWAS sont reflétées dans celles de la CEDEAO.

Un Plan de soutien des Nations Unies pour impulser le développement au Sahel

Le Plan de soutien des NU pour le Sahel a été présenté en marge du Sommet de l'Union Africaine tenu en juin dernier à Nouakchott. Quel est l'objectif de ce Plan et quelles sont les modalités de son application ?

(c) UNHCR / Xavier Bourgois

L'engagement des Nations Unies pour le Sahel n'a jamais faibli, au contraire.

Le Plan de soutien pour le Sahel témoigne de la détermination des NU d'accompagner les pays du Sahel et d'y voir une terre d'opportunités et non plus une terre de défis insurmontables.

Tout en renforçant la cohérence et la coordination pour une plus grande efficacité dans la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le Plan de soutien veut donner une nouvelle impulsion au développement et à la coopération au Sahel. Selon le Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahel, Ibrahim Thiaw, il s'agit de trouver un point de convergence pour résoudre trois crises parallèles qui se superposent dans la région. Il y a une crise économique évidente et il y a une crise écologique, avec bien sûr, les changements climatiques très graves et une crise sécuritaire. Dans l'esprit de la résolution 2391 (2017) du Conseil de sécurité, le Plan de soutien de l'ONU au Sahel est un cadre de référence visant à servir les acteurs nationaux, régionaux et internationaux et à favoriser la cohérence et la coordination.

> *"Le Plan de soutien veut donner une nouvelle impulsion au développement et à la coopération au Sahel.*

Autre point important : le Plan de Soutien met en lumière les potentiels énormes du Sahel, notamment les énergies renouvelables, les ressources naturelles, le tourisme et la culture, dans les 10 pays couverts par le Plan (Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Tchad). La valorisation des potentiels de la région devra servir également de levier pour les investissements et les soutiens dans la région.

Les promesses des énergies renouvelables

Selon Ibrahim Thiaw, les énergies renouvelables ouvrent une opportunité unique. Si le taux d'électrification n'est en moyenne que de 31% - concentrée presque exclusivement dans les centres urbains -, le Sahel ne manque pas de soleil et de vent et la chute des prix des énergies solaire et éolienne est une chance inouïe à saisir. Pas seulement pour l'éclairage, mais surtout pour un développement inclusif : « A Ross Bethio (Sénégal), ou à Birni Konni (Niger), les femmes agricultrices devraient avoir des moyens de pompage solaire pour l'irrigation de leurs parcelles, ou disposer de foyers propres pour la cuisine. Le soleil ardent de Bol, au Tchad devrait être la source, non plus de la destruction du lait, des légumes et des fruits, mais bien la source de froid pour leur conservation. Les vents forts de Boulanouar (Mauritanie) provoquent des nuisances dues aux poussières de sable. En revanche, l'énergie éolienne captée pourrait fournir les moyens d'accroître la chaine des valeurs du poisson ou de la viande, générant ainsi de multiples emplois pour les

(c) UNDP Senegal / Aude Rossignol

jeunes. » souligne le Conseiller spécial pour le Sahel, en ajoutant que « Le Sahel est constamment arrosé par le soleil. Le taux d'irradiation solaire y est très élevé. Le Sahel peut s'autosuffire en énergie mais aussi fournir de l'énergie au reste de l'Afrique voir même au-delà. »

À Nouakchott, 80% de l'énergie consommée est d'origine renouvelable. La même chose est possible également à N'Djamena, à Dakar, à Ouagadougou et aussi à Néma, à Gao, à Tombouctou, ou dans les villages les plus reculés dans la région de Maradi, au Niger, ou à Bol sur les bords du lac Tchad.

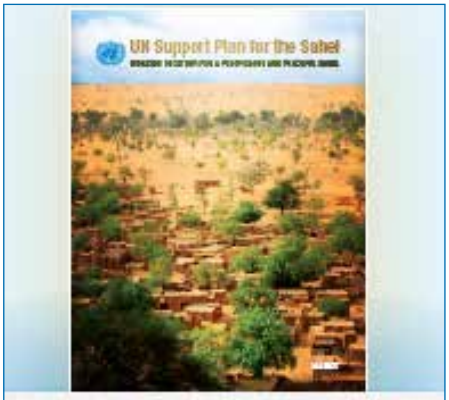
Avec l'appui de technologies en constante évolution et la baisse de leurs prix, le Sahel peut ainsi utiliser cette énergie pour la production agricole et pastorale, pour la conservation de ses produits tels que la viande et les poissons, et développer les emplois dans la région. « Le renouvelable prouve que l'on n'a pas besoin d'être connecté au réseau pour produire de l'énergie, c'est une opportunité pour produire et transformer des richesses localement et créer des milliers d'emplois sur place, ce qui contribuerait à freiner l'exode rural des jeunes Sahéliens et les migrations vers l'Europe ou ailleurs. »

Une population très jeune

Autre force de la région : Plus de deux tiers de la population sahélienne a moins de vingt-cinq ans. « Donner des perspectives viables et fiables aux jeunes, par une valorisation des ressources naturelles en abondance dans la région, constitue le meilleur gage pour la paix, la stabilité et la lutte contre les migrations irrégulières, périlleuses et dangereuses à la fois pour les pays de source, les pays de transit et les pays de destination » précise Ibrahim Thiaw.

La proximité géographique, historique et culturelle du Sahel avec l'Europe et les Etats-Unis font des dix pays du Plan de soutien Sahel, avec leurs 300 millions d'habitants, des partenaires clés. Le Sahel est un marché à conquérir et à saisir en transformant sur place les matières premières et en créant de la valeur ajoutée, des emplois, des petites et moyennes entreprises.

Aujourd'hui, la vaste majorité de la migration sahélienne (80%) se fait au sein de l'Afrique de l'ouest. Disposer d'un travail, d'un revenu pour subvenir aux besoins de leurs familles, ou pour en fonder une, est un impératif pour la jeunesse. « Il faut donner des opportunités aux jeunes qui souhaitent rester sur place. En désespoir de cause, certains jeunes peuvent être tentés d'aller rejoindre des mouvements extrémistes, tout cela est lié à la pauvreté, au manque de perspectives. Des jeunes mieux éduqués et connectés au reste du monde utiliseront leur énergie pour rester sur place plutôt que de passer du temps sur Google Maps pour chercher où partir. Une population jeune est une population qui a de l'espoir, de la vigueur, une capacité de production et de



UN Support Plan for the Sahel

Consultation du Plan de Soutien Sahel: https://bit.ly/2QlTzGZ

transformation de l'économie. Il faut donc investir dans ces jeunes. Ils doivent être davantage associés aux décisions qui concernent leur avenir et celui de leur territoire, dans un pays comme le Niger où près de 50% de la population a moins de 18 ans, ces jeunes constituent une force qu'il faut valoriser ».

Echos de la mise en œuvre du Plan de Soutien de l'ONU pour le Sahel

Lors du dernier comité de pilotage de l'UNISS tenu le 2 novembre 2018, les participants ont été informés des derniers développements du Plan de Soutien des Nations Unies pour le Sahel. Les deux initiatives nouvelles issues des priorités du Plan ont été présentées par le Conseiller spécial pour le Sahel. Elles concernent le domaine des énergies renouvelables et de l'agriculture résiliente aux changements climatiques. Par ailleurs, la création d'un fonds fiduciaire a été annoncée, pour permettre de faciliter la mobilisation de ressources.

Enfin le 7 novembre, une réunion s'est tenue à Dakar en présence des acteurs clés des institutions concernées sur le cadre de coopération stratégique entre le G5 Sahel et le Système des Nations Unies. Cette rencontre présidée par le Secrétaire Permanent du G5 Sahel, Maman Sidikou et Ibrahim Thiaw, a permis de revoir la mise en œuvre de la feuille de route et le cadre de coopération entre le G5-Sahel et les Nations Unies.

L'ONU et les organisations régionales coordonnent leurs efforts pour la paix et la sécurité au Sahel

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohammed Ibn Chambas, le Président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Brou, et le Haut Représentant de MISAHEL, le Président Pierre Buyoya, ont coprésidé, le 18 septembre 2018, une réunion de haut niveau réunissant des organisations régionales travaillant sur le Sahel.

Afin de mieux aider les pays du G5 du Sahel, il était nécessaire que les organisations régionales impliquées dans le Sahel fassent le point sur les diverses initiatives entreprises par chaque organisation, coordonnent leurs efforts et renforcent la cohérence de leurs interventions.

La réunion de haut niveau, organisée à Abuja, au Nigéria, a vu la participation des dirigeants de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), du Secrétariat permanent du G5-Sahel, de l'Autorité de développement intégré Région du Liptako-Gourma (ALG), du Conseil de l'Entente, de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Comité permanent inter-États pour la lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et de la présidence tchadienne de la plate-forme de coordination ministérielle.

> *"Les organisations régionales ont discuté des tendances actuelles de la violence dans la région du Sahel et du bassin du lac Tchad*

Les participants ont soulevé des questions liées aux tendances préoccupantes de la violence dans la région du Sahel et dans le bassin du lac Tchad, en particulier au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria.

Un diagnostic commun des menaces les plus pressantes à la stabilité dans la région a été réalisé, ce qui a permis de mettre en exergue le besoin urgent de réduire la violence entre éleveurs et agriculteurs par le biais de solutions locales et régionales. Les inégalités socio-économiques, le chômage des jeunes et les défis posés au rôle et à la participation des femmes ont également été mentionnés comme domaines prioritaires communs.

Chaque organisation a présenté ses priorités ainsi que les défis rencontrés dans la mise en œuvre de ses stratégies. Ils ont souligné le décalage continu entre les programmes nationaux et régionaux, tandis que les donateurs continuent de favoriser la coopération bilatérale ; des gaps financiers persistent pour la plupart des programmes entrepris par les institutions régionales.

La plupart des engagements pris lors des récentes tables rondes des donateurs ne se sont pas concrétisées. Des problèmes concernant le financement de la force commune du G5 Sahel ont également été soulevés. Les institutions régionales ont appelé à une plus grande cohérence dans la mobilisation des ressources et à la diversification des sources de financement, faisant intervenir le secteur privé et la diaspora.

Les organisations régionales ont mis en exergue les priorités des initiatives conjointes, notamment en matière de changement climatique, de lutte contre le terrorisme, de migration, de gouvernance, de sécurité transfrontalière, de transhumance, et d'autonomisation des jeunes. Les valeurs ajoutées de chaque mandat et les avantages comparatifs, y compris l'expertise technique sur des sujets spécifiques tels que la désertification ont été soulignées.

Une commission Vérité, Réconciliation et Réparations pour remplacer la culture de l'impunité par une culture de la justice et de la paix

Le 15 octobre 2018, la Gambie a officiellement établi la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations qui devra enquêter sur les violations des droits de l'homme commises durant les 22 années de pouvoir de Yahya Jammeh. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas a participé à la cérémonie d'inauguration, en compagnie de M. Oscar Fernandez-Taranco Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix, et de l'Ambassadeur Ion Jinga, Président de la Commission de la consolidation de la paix des Nations Unies.

Photo: UNDP Liberia

Un acte majeur vient d'être accompli en Gambie pour écrire une nouvelle histoire de ce pays, longtemps sous le joug d'un pouvoir autoritaire. « Aujourd'hui, nous les victimes, nous voulons dire la vérité sur ce qui nous est arrivé, avant de penser à la réconciliation », ces mots sont de Sainey Faye, une victime des exactions commises durant le règne de Jammeh. « Enfin nous allons pouvoir dire ce qui s'est passé, » renchérit-il.

Après un long processus de consultation avec la société civile et les communautés locales, la Gambie a officiellement inaugurée, le 15 octobre 2018, la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations la prestation de serment de 11 commissaires. La commission a deux ans pour enquêter sur la nature, les causes et l'ampleur des abus et violations des droits de l'homme commises de juillet 1994 à janvier 2017, période du régime du Président Yayah Jammeh.

> *"Cette Commission est l'aboutissement d'un rêve d'un peuple uni dans son désir d'un avenir meilleur : un avenir exempt d'oppression, de persécution et de tyrannie »*

« Cette Commission est l'aboutissement d'un rêve d'un peuple uni dans son désir d'un avenir meilleur: un avenir exempt d'oppression, de persécution et de tyrannie », a déclaré le Président Adama Barrow.

Après plus de deux décennies d'oppression, les gambiens veulent être les acteurs du changement la Gambie entre dans une nouvelle ère, celle de la paix, la justice et la prospérité.

« Un jalon a été franchi dans l'histoire de la Gambie » a souligné M. Ibn Chambas dans son discours prononcé le jour du lancement officiel de la commission, tout en précisant que cette dernière constitue « une plateforme qui vise à remplacer la culture de l'impunité par une culture de la responsabilité ». En mettant l'accent sur le témoignage des victimes d'atrocités, La commission permettra également de reconnaître les souffrances des personnes les plus touchées.

En effet, la commission, qui n'est pas un tribunal, pourra recommander des poursuites judiciaires contre certains responsables, ou bien des amnisties, pour ceux qui acceptent de témoigner.

« La Commission doit veiller à ce que la vérité soit connue ; que la vérité soit complète ; et que la vérité soit officiellement proclamée et exposée publiquement », a déclaré le Représentant spécial, qui a exhorté le Gouvernement gambien, conformément à son approche consultative et à son engagement en faveur de la réconciliation nationale, à veiller à ce que l'indépendance des commissaires nommés et du personnel affecté à la Commission ne soit pas compromise.

La Commission Vérité, Réconciliation et Réparations permettra de lancer le processus de rétablissement de la confiance entre les citoyens ainsi que de leur confiance dans le système judiciaire et institutions de la Gambie. C'est un mécanisme qui devrait promouvoir la guérison, la cohésion sociale et la tolérance, et renforcer la paix et la stabilité dans ce pays.

Elections présidentielles 2019 au Sénégal: Les jeunes, acteurs de la paix

À l'approche des élections présidentielles au Sénégal, l'UNESCO sensibilise les jeunes et les femmes à la lutte contre les violences pré et post électorales.

Les jeunes de Guédiawaye participant à la MOST School de l'UNESCO Dakar © Académie Culturelle de Guédiawaye

En 2012, la campagne pour le premier tour des élections présidentielles avait laissé craindre que le Sénégal, seul pays d'Afrique de l'Ouest à n'avoir jamais fait l'expérience d'un coup d'Etat, bascule dans un cycle de violences lorsque de brutales manifestations avaient éclaté.

Afin de prévenir le renouvellement de tels évènements et de sensibiliser la jeunesse sénégalaise sur la question du vivre ensemble, le Bureau de l'UNESCO Dakar a organisé, en partenariat avec l'Académie Culturelle de Guédiawaye, les autorités sénégalaises au niveau local, et avec l'implication du ministère de la Jeunesse, une « MOST School [1] » (atelier stratégique) sur « le leadership de la jeunesse dans le processus global de préparation, de gestion et de suivi des élections présidentielles 2019 au Sénégal », à Guédiawaye (Sénégal), les 03 et 04 octobre 2018.

> *"Pendant cette période préélectorale, nous pensons qu'il est important de se rassembler, non seulement pour diffuser des messages de paix, mais également pour nous assurer que les élections seront bien libres et transparentes»*

L'objectif général de cet atelier, qui regroupait près de 40 participant(e)s, jeunes leaders issus de différentes catégories sociales, était de renforcer leurs capacités avec les compétences et mécanismes d'action appropriés pour mieux assumer leur rôle dans la consolidation de la paix, l'édification d'une société juste et équitable ainsi que dans l'impulsion d'une citoyenneté responsable et de la non-violence. « Nous les jeunes, nous voulons que ces élections se déroulent de manière paisible mais nous sommes aussi conscients de la nécessité d'améliorer les processus électoraux en Afrique », explique Maty Mbaye, étudiante en droit à Dakar. « Pendant cette période préélectorale, nous pensons qu'il est important de se rassembler, non seulement pour diffuser des messages de paix, mais également pour nous assurer que les élections seront bien libres et transparentes », ajoute-t-elle.

Une campagne citoyenne pour des élections pacifiques

L'évènement, qui accueillait plusieurs organisations dont des jeunes du Conseil National de la Jeunesse, du conseil départemental, des représentants des communes, des forces de l'ordre, des jeunes universitaires, les organisations de femmes, a été scindé en quatre sessions thématiques. Elles ont abordé des sujets

1 MOST est le programme scientifique intergouvernemental de l'UNESCO dédié aux transformations sociales. Il coopère avec les autorités nationales, les communautés des sciences sociales et humaines ainsi qu'avec la société civile afin de renforcer le lien entre la connaissance et l'action, qui constitue l'une des clés pour favoriser un changement social positif. Dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations-Unies, le programme MOST contribue au développement durable et à l'élimination de la pauvreté ainsi qu'à la mise en œuvre deux priorités globales de l'Unesco: l'Afrique et l'égalité des genres.

aussi divers que « Femmes, Genre et Développement : perspectives théoriques et enjeux », « Gestion des conflits et consolidation de la paix », « Jeunesse, leadership et citoyenneté » et « Elaboration de messages et de stratégies de communication ». Ces sessions ont permis aux participants d'élaborer des recommandations clefs et de formuler des messages pertinents qui devraient alimenter une campagne citoyenne pour renforcer le civisme et appeler à des élections pacifiques pendant les mois à venir.

Les jeunes bénéficiaires ont enfin déterminé les modalités et outils pertinents qui les aideront à assurer le suivi de la formation. Ces modalités incluent le réseautage qui devrait leur permettre de coordonner leurs actions et d'œuvrer ensemble pour garantir une meilleure participation des jeunes dans les circuits de pouvoir, dans le processus de démocratisation de la société et dans la consolidation de la paix, et plus spécifiquement, dans le processus de suivi des prochaines élections. « Ce que nous demandons à ces jeunes », explique Marèma Touré, chef du secteur Sciences Humaines et Sociales de l'UNESCO Dakar, « c'est de restituer les enseignements reçus au cours de cet atelier, non seulement au sein de leurs associations et partis politiques respectifs, mais également au sein de leurs communautés. Nous souhaitons qu'ils deviennent des « role models », disposés à dire non à la violence et nous les encourageons à devenir de vrais acteurs de changement et de transformations sociales à travers leurs pairs. »

L'UNESCO Dakar, à travers l'organisation de cette MOST School, met l'accent sur la promotion du dialogue inter et intra culturel et l'engagement des jeunes pour une société pacifique et participative, qui correspond aux objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU et à ceux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

LIVRES ET DOCUMENTS A LIRE

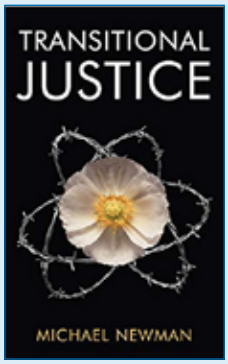
Stratégie des États-Unis de lutte contre le terrorisme dans le Transsahara et la montée du salafi-djihadisme au Sahel

Par U.S. Government
Publié en April 2018
Pages: 81
Prix: $9.99

À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les responsables de la politique étrangère des États-Unis ont compris que l'Afrique du Nord-Ouest était plus qu'un problème humanitaire. Cette prise de conscience a conduit à la mise en place dans la région transsaharienne d'une stratégie multi-volets et pluriannuelle de lutte contre le terrorisme intégrant la diplomatie, le développement et la défense. En dépit de ces efforts sans précédent, la présence des organisations salafi-djihadistes dans la sous-région du Sahel a augmenté de façon constante depuis 2003. En outre, les États de la région restent incapables de se défendre contre ces organisations sans une aide extérieure significative...

Pour plus d'informations : amzn.to/2rl1nxh

Justice transitionnelle: faire face au passé

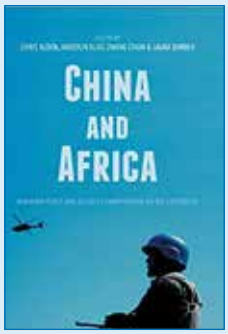


Par Michael Newman
Publié en Juillet 2019
Pages: 210
Prix: $61.7

Que devrait-on faire après la fin d'un régime répressif ou d'une guerre civile? Comment les divisions amères peuvent-elles être résolues de manière à associer réconciliation et responsabilité? Ce sont des questions centrales dans la justice transitionnelle. Dans ce livre, Michael Newman introduit ces débats de manière concise et accessible, en soulignant les idées clés et en donnant un aperçu de la vaste littérature en faisant référence à une gamme d'exemples et d'études de cas, tels que l'Afrique du Sud, le Cambodge et la Sierra Leone. Newman développe également sa propre perspective, affirmant qu'il est essentiel de lutter pleinement contre le passé et de s'attaquer aux causes fondamentales...

Pour plus d'informations : amzn.to/2rkyhyj

La Chine et l'Afrique: renforcer la coopération en matière de paix et de sécurité sur le continent



Par Chris Alden
Publié en Sept 2019
Pages: 420
Prix: $142.49

Ce livre étudie l'implication croissante de la Chine dans la coopération en matière de sécurité en Afrique. S'appuyant sur des chercheurs confirmés et émergents dans le domaine, l'ouvrage utilise une combinaison d'idées analytiques et d'études de cas pour comprendre la complexité des problèmes de sécurité auxquels font face la Chine et le continent. Il s'interroge sur l'impact des considérations de sécurité sur les liens économiques et sociaux croissants développés par la Chine avec les États africains ...

Pour plus d'informations : amzn.to/2Ef5vaN

Madjiguène Samba

Femme chauffeur à UNOWAS et alors !

S'imposer en tant que femme dans un secteur de métier traditionnellement réservé aux hommes, n'est pas une chose aisée, particulièrement en Afrique. Mais Madjiguène Samba a su avec obstination et sérénité tordre le coup à cette réalité, souvent entretenue par la gente masculine.

« J'aime conduire », lance-t-elle avec un sourire qui ne quitte pratiquement jamais ses lèvres. C'est en 2007 qu'elle a commencé à exercer le métier de chauffeur. Elle faisait partie des 10 premières femmes chauffeur de taxi de toute l'Afrique de l'Ouest. « Au début, tout le monde était surpris de me voir au volant d'un taxi. Ce n'était pas un métier qui laissait place aux femmes. Surtout en Afrique. »

En effet, les préjugés aidant, d'aucuns n'auraient pu parier que cette quadragénaire, mariée pouvait être un chauffeur de taxi 'jaune et noir » dans une ville comme Dakar.

De cette expérience, Madjiguène a acquis une bonne connaissance de Dakar et une bonne maitrise de la circulation urbaine. C'est ce qui lui a permis d'être recrutée par UNOWAS, tout d'abord comme contractuelle en 2015 et ensuite de façon permanente en 2016, après des tests compétitifs en conduite et en mécanique.

Avec une détermination à peine dissimulée, Madjiguène a su s'imposer dans ce monde qui est généralement la chasse gardée des hommes. Aujourd'hui, elle a trouvé sa place parmi l'équipe de chauffeurs que compte UNOWAS. Mieux encore, Madjiguène est la seule femme chauffeur de tout le système des Nations Unies au Sénégal. « J'ai été bien accueillie à mon arrivée et je me sens en famille avec mes collègues » dit-elle.

Désormais, femme chauffeur professionnelle parmi ses collègues hommes, cette femme qui rêvait d'être une grande femme d'affaires, exerce son travail avec fierté et sans complexe : « Même si c'est mon métier, et j'en suis fière, je ne me considère pas seulement comme chauffeur. J'aime interagir avec mes collègues au bureau et avec les collègues de passage que je conduis durant leur mission à Dakar », confie Madjiguene.

Madjiguène est la seule femme chauffeur de tout le système des Nations Unies au Sénégal.

Comme un acte de reconnaissance et de confiance, Madjiguene est désignée par le bureau chauffeur de la Secrétaire générale Adjointe des Nations Unies, Mme Amina Mohamed lors de sa visite à Dakar en 2017, Madjiguene se souvient comme si c'était hier du jour où elle a accueilli dans son véhicule blindé des Nations Unies, le numéro deux de l'Organisation des Nations Unies. Un moment d'émotion et de plaisir que Madjiguene n'est pas près d'oublier. « Mme Mohamed était vraiment surprise et contente de me voir, elle a dit que c'était la première fois qu'elle se faisait conduire par une femme », raconte Madjiguene avec une certaine fierté, tout en reconnaissant l'importance de la confiance placée en elle par ses chefs pour conduire ce genre de mission, pas souvent facile.

Si Madjiguene aime conduire, elle aime aussi son rôle d'épouse. Elle s'épanouit pleinement dans ce qu'elle fait et arrive à concilier son travail et son rôle d'épouse : « Après le travail, je rentre tranquillement chez moi pour une bonne gestion de mon ménage » nous confie-t-elle. Et, d'ajouter : « je remercie le Bon Dieu de m'avoir donné un mari compréhensif » ! Eh oui, comme ses collègues hommes, Madjiguène est souvent appelée à travailler de nuit ou à terminer à des heures indues selon les missions qui lui sont confiées.

Madjiguène, chauffeur professionnelle, est aussi un bel exemple de progrès réalisé par UNOWAS dans le cadre de l'objectif de la parité pour 2021 initié par le Secrétaire général des Nations Unies.

« Que nous soyons homme ou femme, je reste convaincue que nous pouvons parfaitement réussir dans tous les métiers, du moment que nous avons les qualités et les compétences requises pour la fonction » conclut Madjiguène avec un sourire malicieux.

Mohamed Ibn Chambas se félicite de la signature de l'accord de paix national de 2019 par les parties politiques au Nigéria

Le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, se félicite de la tenue aujourd'hui à Abuja, au Nigéria, de la Conférence de tous les partis politiques et de la signature de l'Accord de paix national de 2019 en prévision des élections générales au Nigéria, prévues pour février et mars 2019.

«La signature de l'accord de paix national par tous les candidats à l'élection présidentielle montre leur détermination à organiser des élections pacifiques, équitables et crédibles, qui consolideront la démocratie et l'état de droit au Nigeria», a déclaré Mohamed Ibn Chambas.

Le Représentant spécial félicite le Comité national pour la paix et tous les acteurs impliqués dans cette initiative et leur demande de respecter leur engagement à garantir un environnement propice à la tenue d'élections libres, équitables et crédibles, notamment en s'abstenant de toute violence. Il encourage toutes les parties prenantes politiques à redoubler d'efforts pour faire respecter les droits et libertés fondamentaux, indispensables à un processus électoral crédible. «L'Accord de paix représente un pas important vers des élections organisées de manière pacifique et ordonnée, conformément aux principes démocratiques inscrits dans la Constitution du Nigéria», a déclaré le Représentant spécial.

UNOWAS soutient le dialogue sur la participation politique des femmes aux élections présidentielles au Sénégal

Dans le cadre de l'engagement de l'UNOWAS pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général (RSASG) des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Ruby Sandhu-Rojon, a participé au « Dialogue sur la participation politique des femmes aux élections présidentielles au Sénégal » qui s'est tenu à Dakar, le 26 novembre 2018.

Dans son allocution , la RSASG a félicité le Sénégal pour son rôle principal dans la promotion et la tenue d'élections crédibles, inclusives, transparentes et sans violence dans la sous-région. Elle a souligné que les élections présidentielles de 2019 constituaient une étape majeure dans la consolidation des avancées démocratiques au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Mme Sandhu-Rojon a félicité également le Sénégal pour l'adoption de la loi sur la parité hommes-femmes et les mesures prises pour assurer la représentativité des femmes dans les institutions nationales, ce qui témoigne de la détermination du Gouvernement à assurer la participation effective des femmes tout en notant qu'il restait encore beaucoup à faire. En outre, elle a salué la participation des femmes à la vie politique et a appelé à un renforcement de leur intervention dans le processus décisionnel politique.

Initié par la Cellule régionale du Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO) et le Réseau pour l'égalité entre les hommes et les femmes de la Francophonie (RF-EFH), avec le soutien financier de l'UNOWAS, le « Dialogue sur la participation politique des femmes aux élections présidentielles au Sénégal » a vu la participation des représentants du corps électoral du Sénégal, en particulier le département des élections du ministère de l'Intérieur, les organisations de la société civile, ainsi que les femmes et les jeunes des partis politiques et des syndicats.

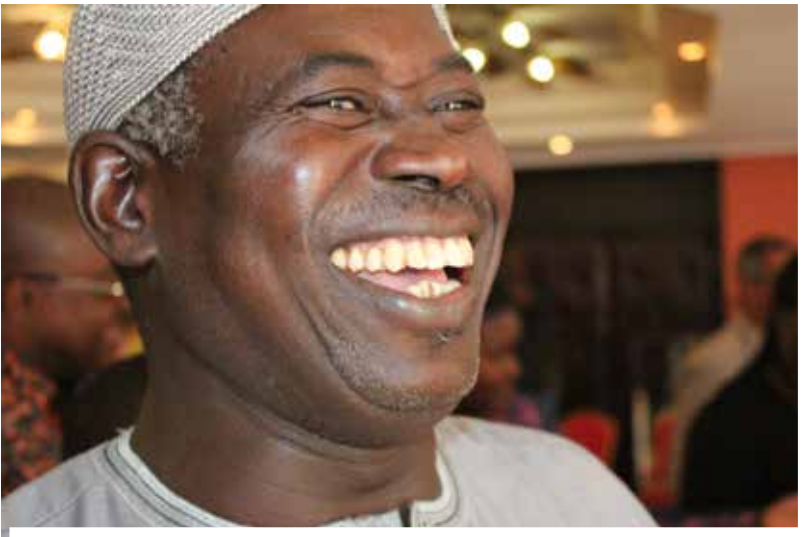
UNOWAS et la CEDEAO organisent le premier forum des Jeunes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018) du Conseil de sécurité sur les jeunes, la paix et la sécurité, UNOWAS et la CEDEAO ont organisé, avec le soutien du gouvernement du Burkina Faso, du 10 au 12 décembre, à Ouagadougou, le premier forum des Jeunes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Dans sa déclaration marquant le lancement officiel du Forum, le RSSG Ibn Chambas a souligné l'importance de la jeunesse dans la sous-région et son rôle vital dans la consolidation de la paix et de la sécurité. Il a également appelé tous les partenaires à faire tout leur possible pour renforcer la participation des jeunes femmes et hommes aux processus de prise de décision.

De son côté, le Représentant résident de la CEDEAO au Burkina Faso a souligné que l'organisation du forum était un effort concerté de la CEDEAO et des Nations Unies pour trouver de nouvelles alternatives pour consolider la paix dans la sous-région.

Environ 80 jeunes femmes et hommes représentant des réseaux de jeunes de la sous-région ont participé au forum qui a abouti à l'adoption de la «Déclaration des jeunes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel».



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel